



CAHIER D'ACTEUR

PROJET DE NOUVEAUX RÉACTEURS^{17.09.2024}
NUCLEAIRES^{17.01.2025}
À GRAVELINES

N°02 | OCT 2024



Réseau Homme & Nature
Nord- Pas-de-Calais

*Lieu d'échange et de débat sur les problématiques liées au Développement Durable

*Sur les rapports sociaux et écologiques pour satisfaire les besoins sociaux et économiques dans un contexte de mondialisation.

*Diffuser la connaissance des causes et des effets réels de tous les phénomènes qui affectent l'environnement ;

Contact : mnle.59.62@free.fr

NOM : MNLE N-P-d-C.
95, rue de la chapelle
59279 LOON-PLAGE
Tel : +33 6.52.90.20.76.

Le point de vue de : Réseau Homme & Nature 59/62. *Association Régionale Nord - Pas de Calais du Mouvement National de Lutte pour l'Environnement*

EN BREF Qu'allons-nous-leur laisser aux générations à venir pour satisfaire nos égos et nos besoins de consumérisme débridés ?

NON aux EPR 2, ici à Gravelines et ailleurs !

Avec la relance de la filière nucléaire d'EDF, le coût des réacteurs EPR 2 explose tant sur les factures du génie civil, les fournitures des pièces de conception des réacteurs et des équipements que sur la reprise des non-conformités (1) pour une mise en route opérationnelle en toute sûreté des EPR 2.

Les dépassements de délai entre la décision d'implantation, de construction et de conception et des reprises de non-conformité dépassant largement la date de livraison et l'autorisation de démarrage, de la relance de construction d'EPR 2ème génération à l'exportation, ou en construction en France ont générés des pénalités de retard à la livraison qui ont un impact non négligeable sur le prix du kWh pour les consommateurs dans le prix global de fourniture d'énergie en France.



La saga de L'EPR de Flamanville :

12 ans de retard sur le calendrier initial, avec de nombreux couacs de ce chantier titanesque ! Commencés en 2007, les travaux doivent durer 54 mois pour une mise en service de l'installation en juin 2012. Le coût annoncé du chantier était de 3,3 milliards d'euros.

Dès 2008, la découverte d'anomalies dans le béton de la plate-forme de l'îlot nucléaire de l'EPR 2, puis le système de contrôle-commande étant à revoir pour apporter des modifications à la conception du système de contrôle-commande du réacteur. En 2010, le coût du chantier grimpe à 5,5 milliards d'euros.

En 2011, la non-conformité des piliers de béton du bâtiment réacteur stoppe le bétonnage. L'EPR ne démarrera pas avant 2017 pour une facture qui passe à 8,5 milliards d'euros. En 2015, la composition de l'acier dans certaines zones du couvercle et du fond de la cuve présente des défauts de conception et de résistance.

En 2016, des doutes sur la fiabilité de certains équipements construits sur ce site (voire des falsifications dans les dossiers de contrôle) retardent à nouveau la mise en service de l'EPR désormais programmée pour la fin 2018 pour 10,5 milliards d'euros.

En 2017, une enquête met en cause Areva et EDF. En 2018, les soudures de la cuve ne sont pas conformes avec des écarts de qualité pour une facture qui dépasse désormais les 12 milliards d'euros.

En 2022, Le coût total de la construction du réacteur de nouvelle génération est réévalué, de 12,7 à 13,2 milliards

d'euros. Puis 13,3 milliards d'euros, en 2024, soit quatre fois le montant annoncé en 2007. (1)

Depuis des mois, le leitmotiv des élu-e-s du Dunkerquois est de travailler les consciences avec l'emploi, les revenus des collectivités, les logements, la croissance économique du Dunkerquois autour de la décarbonation et de l'économie, du véhicule électrique, de l'industrie de la batterie etc. etc. et cela à grands renforts de propagande et de communication médiatique et institutionnelle.

L'objectif étant d'inculquer une culture de l'acceptation au détriment d'appréhender l'utilité d'un projet ou l'étude de solutions alternatives et surtout d'éviter que les individus et les médias mettent en œuvre dans la population l'idée d'une analyse critique sur ces choix imposés.

Se sont-ils posés la question de l'utilité et de la satisfaction des réels besoins des populations ? Leur a-t-on présenté des choix d'investissements et des alternatives à cette imposition de projets et la possibilité d'arriver aux mêmes résultats par d'autres investissements et d'autres orientations, solutions sur les plans politique, économique et de l'emploi ?

Le risque zéro, n'existe pas ! Dans le nucléaire, s'il arrive, il est irréversible pour tout un territoire et ce pour des centaines d'années ! (Fukushima ; Tchernobyl...)

Il ne faut pas oublier que le Dunkerquois est un pôle économique de 1^{ère} importance sur le plan local, régional

voire national et international avec la proximité de la Belgique et du Royaume Uni. Avec ses infrastructures d'échanges et de transports de biens et de personnes, avec une concentration d'industries de production de richesses de biens de consommation, avec l'agglomération et la zone portuaire Calais à moins de 30 km.

Avec la construction des EPR 2, EDF et l'Etat Français veulent faire croire qu'ils ont retiré tous les enseignements des constructions précédentes (dont Flamanville) et qu'ils maîtrisent le contexte géopolitique international instable et plus qu'anxiogène dans une appréhension réaliste !

Un contexte anxiogène local et réaliste

La concentration des risques nucléaires et technologiques, des risques naturels (inondations et submersions marines) avec une population locale de 200 000 habitants, voire 400 000 par la présence de 8 réacteurs et bientôt 23 industries Seveso seuil haut. En cas d'accident et de contamination, à cela s'ajoutera la catastrophe économique avec la perte des pans industriels productifs du Dunkerquois, de la région Nord-Pas-de-Calais (sur le plan de la fourniture d'énergie et sur les industries de la zone industrialo-portuaire) sans compter les relations et les échanges internationaux et le trafic transmanche de marchandises et des personnes à destination des pays Anglo-Saxons (A16 ; Tunnel sous la Manche ; ferries).

La mise en place d'une stratégie Post accidentelle a son utilité pour les accidents et émissions de radioactivités modérées. Nous ne sommes pas à l'abri d'une erreur humaine, d'une défaillance informatique ou et matérielles. De toute façon, nous aurons une absence totale de maîtrise des émissions radioactives et leurs conséquences dès leurs sorties du site.

Les seules actions possibles resteront le suivi des rejets et notre adaptation imposée par les conditions climatiques pour en limiter les conséquences sur la population et NON sur le tissu économique et les lieux de vie.

Mise en place d'une démocratie ALIBI d'acceptation et surdité aux propositions alternatives !

Quid du débat du CNDP sur l'énergie et sur la décision de relancer la production nucléaire en France ? (Débat du CNDP de Lille en 2023 le lendemain de l'annonce du Président Macron)

Le débat public n'était pas terminé, le rapport et les conclusions non écrites que le président Macron décidait la relance et la construction de nouveaux réacteurs EPR 2 !

Les alternatives à la relance du nucléaire ont donc été balayées par le Président de la République dans le plus strict non-respect du débat démocratique des contributeurs, de la Commission National de Débat Public et de ses membres !

Non à la culture de sûreté dans la population par les commissions d'informations ad hoc dites Instances d'informations et de démocratie participative !

On ne peut se satisfaire de la distribution de plaquette et de comprimés d'Iode... Depuis des années, les associations (représentant la société civile) siégeant dans des instances dites démocratiques participatives demandent de mettre en place une culture du risque pour les populations, conscientes que la distribution de plaquettes d'informations et les plans communaux de sauvegarde (rangés dans les placards des mairies) seront insuffisants et n'aident pas à la compréhension de toute la population pour les motiver, comprendre et contribuer à la réussite

de la mise en œuvre d'un déclenchement d'un PPI (plan particulier d'intervention) ou du plan ORSEC sur le littoral et la Flandre Maritime.

Impact de la radioactivité sur la santé !

Depuis l'usage du nucléaire, dans la production d'énergie ou en usage industriel ou sur le plan médical, il n'y a pas d'étude pour nous démontrer qu'il n'y a pas atteint à la santé des populations ou dans l'environnement due aux centrales de production d'énergie nucléaire, qu'il n'y a pas plus de cancer autour d'une centrale nucléaire, des lignes à très hautes tensions qu'ailleurs... Seules comptent les données de l'OMS.

Il y a une réelle volonté de la part des pouvoirs publics de ne pas organiser les acteurs de santé (médecins, biologistes, analystes, pharmaciens...) pour réceptionner des données médicales des suspicions de maladies et de cancer qui seraient d'origine radioactive et nucléaire vis à vis de territoires.

Que sont devenus les territoires impactés par les essais nucléaires militaires, les rejets radioactifs des sites d'exploitation de matières premières, de stockage et de manipulation des déchets nucléaires. Combien de générations devront assumer la responsabilité de nos actions et de nos décisions ?

Vers la sortie du nucléaire pour L'Allemagne, la Suisse et la Belgique ...

Sur les coûts/bénéfices les énergies naturelles renouvelables viennent concurrencer la production d'électricité

par l'énergie nucléaire. Outre les problèmes de sûreté, des déchets et les coûts démesurés de construction et de démantèlement, les énergies renouvelables deviennent bon marché à court, moyen et long terme.

CONCLUSION.

Devenir de l'EPR 2 à Gravelines.

La facture prévisionnelle des futurs EPR 2 grimpe de 30% soit à 67,4 milliards d'euros les coûts de son programme de construction de six nouveaux réacteurs nucléaires en France. En 2021, une première estimation évaluait ce programme à 51,7 milliards d'euros. (2)

Où sont le coût réel et l'impact écologique du choix nucléaire

La décarbonation de notre industrie ; dans la contribution à la destruction de la nature ; du dérèglement climatique ; du devenir de l'humanité et de notre avenir sur la planète terre ;

Sur l'ouverture de mine qui détruit les paysages, crée des montagnes de déchets et déplace les populations ; le transport des millions de tonnes de matières premières au nom de l'économie, du libéralisme et du libre-échange ; Des millions de tonnes de déchets radioactifs ; Des paysages dénaturés ; Des ressources naturelles amoindries et polluées.

(1). La Tribune « contexte mondial de la filière nucléaire » 23.04.2021.

(2) LES Echos du 4 mars 2024.

